



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1995/415
24 mai 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 24 MAI 1995, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE
SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Des armes interdites par les Conventions de Genève ont été de nouveau utilisées par les forces serbes qui assiègent la ville dans la zone d'exclusion à l'intérieur de laquelle, théoriquement, toutes les armes lourdes sont interdites. Le porte-parole de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU), le lieutenant-colonel Gary Coward, a déclaré que fort de ses connaissances des questions militaires, il soupçonnait que certains des projectiles qui étaient tombés sur le marché de Sarajevo et dans les zones environnantes contenaient du phosphore blanc interdit.

La situation dans la zone de sécurité/zone d'exclusion de Sarajevo a réussi à monter encore d'un cran sur l'échelle de la logique de l'absurdité et des promesses non tenues en Bosnie-Herzégovine.

Dans la zone de sécurité/zone d'exclusion établie par les résolutions du Conseil de sécurité, la population doit être protégée contre les bombardements effectués par toutes armes lourdes. Or, à présent, toutes les armes lourdes, y compris celles qui sont interdites par les Conventions de Genève, sont utilisées impunément et sans réaction contre la population de Sarajevo. Ces actes font fi de la primauté du droit, des Nations Unies et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Il est du devoir du Conseil de sécurité et des organisations régionales compétentes de préserver leur crédibilité et leur honneur. Toutefois, ce sont une fois encore les civils bosniaques qui paient le prix le plus lourd. Il apparaît que dans une zone d'exclusion des armes lourdes, des armes interdites au niveau international sont testées contre une ville et ses habitants, alors que le monde entier regarde en spectateur.

Cette situation absurde ne peut être justifiée par les porte-parole des Nations Unies en République de Bosnie-Herzégovine ni par les responsables à New York en trouvant des excuses pour les laisser faire, ni le dernier grand bond au plan du raisonnement : les combattants autour de Sarajevo sont de force égale et, par conséquent, les Nations Unies et l'OTAN n'ont pas à intervenir. Il ne s'agit pas d'une question d'affrontement militaire mais de la prise pour cible de civils par tous les moyens disponibles, y compris des armes interdites. En appliquant ce dernier raisonnement (de certains fonctionnaires des Nations Unies), le meurtre de civils innocents par les nazis n'était pas

95-15547 (F) 240595 240595

/...

9515547

préoccupant parce que les forces alliées étaient supérieures aux forces militaires nazies.

Aujourd'hui, trois civils de plus ont été cueillis de l'arbre de vie à Sarajevo et la logique absurde qui est appliquée a fait de nouvelles victimes.

Je vous en prie, exigez que les mesures nécessaires soient prises afin de mettre un terme à ces coupes pratiquées dans la population.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Muhamed SACIRBEY
